



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Mai 2024

L'application budgétaire et comptable Chorus a fait l'objet d'une fermeture du 26 avril au 13 mai 2024 afin de déployer une nouvelle version. Ainsi, les données comptables de la situation mensuelle d'avril 2024 ont été arrêtées au 24 avril 2024.

En conséquence, la présente situation mensuelle de mai 2024 intègre tous les mouvements budgétaires intervenus entre le 25 avril et le 31 mai 2024, notamment les opérations non constatées dans la situation mensuelle du mois d'avril 2024 relatives, pour le budget général, à la TVA et à la paie du mois d'avril, ainsi qu'au compte spécial « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat ».



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -113,495 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin mai 2024 s'élève à -113,495 Md€ contre -106,838 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,657 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une augmentation des dépenses nettes de 6,850 Md€ et des recettes nettes de 2,040 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,847 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 197,637 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 27,756 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (21,108 Md€) et du programme « Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 » (6,475 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 11,767 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (5,572 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (3,779 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (1,176 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,813 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,305 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,654 Md€) ;

► **Mission Investir pour la France de 2030** : 3,746 Md€, essentiellement au titre des programmes « Financement des investissements stratégiques » (3,109 Md€) et « Financement structurel des écosystèmes d'innovation » (0,552 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin mai 2024 s'élèvent à 197,637 Md€ contre 190,787 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+6,850 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +4,996 Md€ (hausse prévue en LFI), des dépenses de fonctionnement pour +2,791 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +2,469 Md€, en raison du rythme de consommation des crédits) et des dépenses d'investissement pour +0,594 Md€ (écart essentiellement lié à la mission

► **Mission Sécurités** : 2,351 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,473 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,834 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,256 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,720 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,071 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,009 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,365 Md€, essentiellement au titre du programme « Administration pénitentiaire » (0,617 Md€) et du programme « Justice judiciaire » (0,544 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,260 Md€, principalement au titre du programme « Recherche spatiale » (0,787 Md€).

"Défense" pour +0,552 Md€, hausse prévue en LFI), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention pour -1,988 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Ecologie, développement et mobilité durables" pour -8,385 Md€, principalement la baisse prévue en LFI des crédits finançant les mesures de protection des consommateurs d'énergie, ainsi qu'aux missions "Investir pour la France de 2030" pour +3,809 Md€ et "Travail et emploi" pour +1,255 Md€, hausses prévues en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 105,460 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 29,702 Md€ (montant correspondant à l'échéance de mai et à une partie de l'échéance d'avril) ;

► **IR net** : 8,877 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 5,183 Md€, dont 2,161 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,688 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICGN pour 0,999 Md€ et la TICFE pour 0,688 Md€) ;

► **IS net** : 4,250 Md€ (essentiellement au titre de l'échéance du 15 mai) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,203 Md€, dont 1,076 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,758 Md€ de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (échéance du 03 mai) ;

► **Fonds de concours et attribution de produits** : 1,962 Md€ (dont 1,282 Md€ versé par SNCF SA en vue de financer la régénération ferroviaire) ;

► **TICPE nette** : 1,414 Md€ ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,132 Md€, dont 0,825 Md€ au titre d'un dividende versé par ENGIE ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,582 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,244 Md€, dont -2,023 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -0,586 Md€ au titre du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes) : 120,531 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin mai 2024 s'élèvent à 120,531 Md€ contre 122,006 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,475 Md€) s'explique

essentiellement par une baisse des recettes d'IS net pour -1,252 Md€ (écart essentiellement lié à l'augmentation des R&D à hauteur de 1,603 Md€ à ce stade de l'année).

Recettes non fiscales : 5,568 Md€

Les recettes non fiscales à fin mai 2024 s'élèvent à 5,568 Md€ contre 4,685 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant. Cette évolution (+0,883 Md€)

s'explique principalement par le versement d'un dividende par la Banque de France de 0,844 Md€, non intervenu en 2023.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -24,117 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin mai 2024 s'élèvent à -24,117 Md€ contre -25,476 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,359 Md€) s'explique par une baisse des PSR de l'Etat au profit de l'Union

européenne à hauteur de 1,896 Md€ et par une augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,537 Md€, variations prévues en LFI.

Fonds de concours et attributions de produits : 3,478 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin mai 2024 s'élèvent à 3,478 Md€ contre 2,205 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,274 Md€) s'explique par des versements de SNCF SA pour +0,925 Md€ en vue de financer la régénération ferroviaire.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -21,318 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,508 Md€ et des recettes pour 7,270 Md€ (dont 4,098 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,775 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 21,758 Md€ (dont 21,013 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 21,838 Md€ (dont 21,162 Md€ d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Soutien financier au commerce extérieur** » constate des dépenses pour 0,508 Md€ (dont un reversement de 0,334 Md€ au titre des soldes excédentaires de l'exercice 2023 des sections du compte de commerce au bénéfice des recettes non fiscales du budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin mai 2024 s'élève à -21,318 Md€ contre -19,471 Md€ à fin mai 2023 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,847 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des

comptes de concours financiers de -1,122 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -0,989 Md€, principalement en raison d'une hausse des dépenses supérieure à celle des recettes à ce stade).

Dettes financières de l'Etat au 31 mai 2024 : 2 568,264 Md€

La dette financière est en augmentation de 106,913 Md€ depuis le début de l'année 2024.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +89,397 Md€

et des BTF pour +20,181 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -2,664 Md€).



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 935	-113 495	-106 838	-107 222	-6 657
Dépenses du budget général (nettes)	63 412	197 637	190 787	191 043	6 850
Recettes du budget général (nettes)	50 351	105 460	103 420	103 292	2 040
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 877	34 797	34 450	34 450	347
- IS *	4 250	16 544	17 796	17 796	-1 252
- TICPE	1 414	6 165	6 393	6 447	-228
- TVA	29 702	42 850	42 433	42 256	417
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-8 873	-21 318	-19 471	-19 471	-1 847

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-20 759	155 215
Dette financière de l'Etat	12 708	2 568 264

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	unité : million d'€. Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Dépenses de personnel	19 549	64 174	59 179	59 186	4 996
Dépenses de fonctionnement	8 730	37 675	34 883	34 861	2 791
Charges de la dette de l'Etat	21 162	26 308	25 989	25 989	320
Dépenses d'investissement	1 708	8 903	8 309	8 337	594
Dépenses d'intervention	12 005	58 321	60 309	60 552	-1 988
Dépenses d'opérations financières	259	1 118	1 042	1 042	76
Total des dépenses (nettes) (I)	63 412	197 637	190 787	191 043	6 850
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	50 734	120 531	122 006	121 883	-1 475
Recettes non fiscales	2 481	5 568	4 685	4 685	883
Prélèvements sur recettes	-4 826	-24 117	-25 476	-25 481	1 359
Fonds de concours et attributions de produits	1 962	3 478	2 205	2 205	1 274
Total des recettes (nettes) (II)	50 351	105 460	103 420	103 292	2 040
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	55 177	129 577	128 896	128 773	681
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-13 061	-92 177	-87 366	-87 750	-4 810
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-5 231	40	166	166	-126
Solde des comptes de concours financiers	-3 216	-21 506	-20 384	-20 384	-1 122
Solde des comptes de commerce	-454	151	744	744	-594
Solde des comptes d'opérations monétaires	-18	-227	703	703	-930
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-8 873	-21 318	-19 471	-19 471	-1 847
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 935	-113 495	-106 838	-107 222	-6 657



	Mois	Cumul à fin mai			Ecart cumul
	unité : million d'€. Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	19 549	64 174	59 179	59 186	4 996
Rémunérations d'activité	11 815	37 491	34 147	34 152	3 345
Cotisations et contributions sociales	7 641	26 138	24 559	24 561	1 579
Prestations sociales et allocations diverses	93	545	473	473	72
AUTRES TITRES	43 864	133 463	131 608	131 857	1 855
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 077	1 077	61
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	8 730	37 675	34 883	34 861	2 791
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8 167	21 896	19 314	19 292	2 583
Subventions pour charges de service public	563	15 778	15 570	15 568	209
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	21 162	26 308	25 989	25 989	320
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	21 162	26 308	25 989	25 989	320
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 708	8 903	8 309	8 337	594
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 578	6 701	5 778	5 784	922
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	130	2 202	2 531	2 553	-328
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	12 005	58 321	60 309	60 552	-1 988
Transferts aux ménages	3 284	25 110	26 377	26 370	-1 267
Transferts aux entreprises	5 307	15 472	17 622	17 624	-2 150
Transferts aux collectivités territoriales	959	6 253	5 465	5 616	788
Transferts aux autres collectivités	2 336	10 959	10 264	10 362	695
Appels en garantie	120	527	580	580	-54
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	259	1 118	1 042	1 042	76
Prêts et avances	0	1	5	5	-5
Dotations en fonds propres	77	311	404	404	-93
Dépenses de participations financières	182	807	632	632	174
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	63 412	197 637	190 787	191 043	6 850



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2024		Cumul à fin mai 2023 retraité	Cumul à fin mai 2023 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2024 / 2023 retraité
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés	
unité : million d'€. ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	198	180	1 611	1 293	1 315	1 314	-22
Action de la France en Europe et dans le monde	134	123	843	759	789	789	-30
Diplomatie culturelle et d'influence	24	21	577	355	332	332	22
Français à l'étranger et affaires consulaires	40	37	190	180	194	193	-15
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	439	425	1 761	1 734	1 639	1 749	95
Administration territoriale de l'Etat	307	299	1 051	1 048	1 028	1 024	20
Vie politique	6	1	99	80	87	83	-7
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	126	124	612	607	525	642	82
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	227	206	1 649	1 529	1 329	1 335	200
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	58	46	770	721	465	465	256
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	77	69	276	247	250	250	-3
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	92	91	248	243	223	229	20
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	355	318	391	391	-73
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	251	296	2 217	1 751	2 096	2 096	-345
Aide économique et financière au développement	136	214	1 241	887	772	772	115
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	116	81	975	864	1 324	1 324	-460
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2	12	1 305	1 229	1 234	1 234	-5
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	2	12	1 228	1 156	1 161	1 161	-4
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	77	72	73	73	-1
COHESION DES TERRITOIRES	252	1 042	15 424	7 605	8 353	8 353	-748
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	158	119	1 314	909	804	804	105
Aide à l'accès au logement	0	844	13 223	5 803	6 681	6 681	-878
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	37	16	603	653	623	623	31
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	22	49	119	119	87	87	31
Politique de la ville	30	10	143	63	99	100	-36
Interventions territoriales de l'Etat	5	4	22	58	58	58	-1
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	59	60	369	389	345	340	44
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	38	41	221	241	205	200	36
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	44	44	-1
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	20	104	104	96	96	8
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	294	201	2 291	1 438	1 484	1 497	-46
Patrimoines	28	25	835	369	411	410	-42
Création	95	39	705	431	458	468	-27
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	43	14	409	308	305	307	3
Soutien aux politiques du ministère de la culture	127	123	342	330	310	311	21
DEFENSE	6 275	4 813	23 812	28 198	24 177	24 187	4 021
Environnement et prospective de la politique de défense	122	247	1 732	1 003	963	964	40
Préparation et emploi des forces	2 430	607	7 021	7 585	5 350	5 355	2 235
Soutien de la politique de la défense	2 305	2 305	10 856	10 953	9 917	9 921	1 035
Equipement des forces	1 418	1 654	4 203	8 657	7 947	7 947	710
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	56	52	454	388	359	342	29
Coordination du travail gouvernemental	50	47	373	317	292	275	25
Protection des droits et libertés	6	6	81	71	67	67	4
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 904	2 256	11 431	10 095	18 642	18 652	-8 547
Infrastructures et services de transports	1 456	1 720	4 276	4 505	4 012	4 014	493
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	4	3	146	94	110	108	-16
Paysages, eau et biodiversité	28	15	193	128	97	99	31
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	457	307	284	285	23
Prévention des risques	25	27	1 008	394	303	303	91
Energie, climat et après-mines	6	13	2 479	1 751	3 243	3 244	-1 492
Service public de l'énergie	332	220	1 566	1 453	8 869	8 869	-7 416
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	-21	246	1 126	1 376	1 305	1 309	71
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	0	0	0	0	400	400	-400
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	73	12	181	86	20	20	66



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2024		Cumul à fin mai 2023 retraité	Cumul à fin mai 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.							
ECONOMIE	274	458	3 083	2 626	1 891	1 873	735
Développement des entreprises et régulations	186	351	2 341	1 880	1 289	1 289	591
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	152	17	0	134
Statistiques et études économiques	68	65	204	197	195	195	3
Stratégies économiques	19	42	538	397	390	390	7
Financement des opérations patrimoniales en 2024 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	21 438	27 756	27 177	33 444	32 970	32 970	474
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	21 108	21 108	25 961	25 961	25 589	25 589	372
Appels en garantie de l'Etat	277	120	803	527	696	696	-169
Epargne	0	0	65	65	30	30	35
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽²⁾	54	54	347	347	0	0	347
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	69	69	69	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	6 475	0	6 475	6 586	6 586	-112
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	11 844	11 767	37 495	37 160	34 248	34 248	2 912
Enseignement scolaire public du premier degré	3 783	3 779	11 191	11 179	10 371	10 371	808
Enseignement scolaire public du second degré	5 584	5 572	16 367	16 282	14 947	14 950	1 335
Vie de l'élève	720	725	3 880	3 834	3 610	3 601	224
Enseignement privé du premier et du second degrés	1 202	1 176	4 033	3 970	3 563	3 563	407
Soutien de la politique de l'éducation nationale	333	322	1 195	1 112	1 029	1 035	82
Enseignement technique agricole	223	194	829	783	728	728	56
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	892	926	4 526	4 313	4 221	4 214	93
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	595	628	3 339	3 245	3 162	3 153	84
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	66	66	452	404	400	401	4
Facilitation et sécurisation des échanges	232	232	736	664	659	661	5
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	43	43	680	687	640	716	47
Immigration et asile	42	40	520	526	573	523	-47
Intégration et accès à la nationalité française	1	3	159	161	67	193	94
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	3 746	396	3 810	0	0	3 810
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	85	0	130	0	0	130
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	3 109	1	3 128	0	0	3 128
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	552	395	552	0	0	552
JUSTICE	1 325	1 365	5 172	5 030	4 681	4 682	349
Justice judiciaire	550	544	2 022	1 913	1 758	1 759	154
Administration pénitentiaire	592	617	1 925	2 010	1 860	1 860	150
Protection judiciaire de la jeunesse	120	129	555	438	415	415	22
Accès au droit et à la justice	9	7	360	355	379	379	-24
Conduite et pilotage de la politique de la justice	54	67	308	312	267	267	45
Conseil supérieur de la magistrature	1	1	2	2	2	2	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	18	15	483	257	279	278	-22
Presse et médias	17	14	206	159	178	178	-19
Livre et industries culturelles	1	1	277	98	101	100	-3
OUTRE-MER	65	60	1 459	792	844	844	-53
Emploi outre-mer	27	27	1 175	521	594	594	-73
Conditions de vie outre-mer	38	33	285	271	250	250	20
PLAN DE RELANCE	-1	177	18	636	949	949	-313
Écologie	-1	150	-5	449	666	666	-216
Compétitivité	0	24	23	144	252	252	-108
Cohésion	0	3	0	43	32	32	12
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 077	1 077	61
Présidence de la République	0	0	123	123	110	110	12
Assemblée nationale	0	0	608	608	571	571	37
Sénat	0	0	353	353	346	346	7
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	34	34	1
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	13	13	5
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de mai		Cumul à fin mai 2024		Cumul à fin mai 2023 retraité	Cumul à fin mai 2023 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2024 / 2023 retraité
	unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	993	1 260	27 457	15 254	13 423	13 424	1 831
Formations supérieures et recherche universitaire	61	88	14 338	7 313	7 169	7 166	144
Vie étudiante	0	242	2 704	1 872	1 598	1 600	274
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	860	62	6 661	3 356	2 269	2 271	1 088
Recherche spatiale	0	787	1 607	1 213	794	793	419
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	5	12	1 324	1 037	1 016	1 016	21
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	7	601	259	272	272	-13
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	106	106	-106
Enseignement supérieur et recherche agricoles	67	62	222	205	200	200	5
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	516	5 631	3 036	3 026	3 016	10
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	364	3 928	2 109	2 090	2 091	19
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	65	721	394	401	401	-7
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	88	981	533	534	524	-1
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	535	453	1 767	1 738	896	1 043	842
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	513	448	1 575	1 587	755	904	832
Concours spécifiques et administration	22	5	192	151	141	140	10
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	18 347	18 342	59 479	59 446	54 846	54 846	4 600
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	17 939	17 939	57 451	57 422	52 871	52 871	4 551
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	407	404	2 028	2 024	1 975	1 975	49
SANTE	-22	23	1 323	587	562	562	26
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	11	23	285	159	129	129	30
Protection maladie	-33	0	1 038	428	432	432	-4
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	2 583	2 351	10 125	9 854	9 236	9 154	618
Police nationale	1 526	1 473	5 396	5 303	4 914	4 861	390
Gendarmerie nationale	923	834	4 360	4 288	4 031	4 012	257
Sécurité et éducation routières	7	5	39	24	17	13	7
Sécurité civile	127	40	330	239	275	268	-36
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	-38	2 071	28 278	12 026	11 774	11 773	253
Inclusion sociale et protection des personnes	35	1 009	13 110	5 818	5 717	5 717	101
Handicap et dépendance	-153	980	14 281	5 698	5 550	5 550	148
Egalité entre les femmes et les hommes	4	3	7	5	7	7	-2
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	76	80	880	505	499	499	6
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	45	35	1 012	603	645	644	-41
Sport	28	26	398	196	165	165	30
Jeunesse et vie associative	17	9	570	304	287	287	18
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	43	103	193	193	-90
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	40	47	241	297	268	294	28
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	26	22	39	127	123	123	4
Transformation publique	7	7	32	47	29	46	18
Innovation et transformation numériques	1	0	5	4	2	2	2
Fonction publique	3	14	147	100	97	105	3
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	19	19	17	17	2
TRAVAIL ET EMPLOI	644	392	5 528	6 678	6 210	6 210	468
Accès et retour à l'emploi	174	255	3 403	2 990	2 930	2 930	61
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	363	28	1 801	3 385	2 959	2 959	426
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	27	15	46	46	-31
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	106	107	297	287	275	275	12
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	68 983	81 351	284 790	255 059	243 658	243 914	11 401
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	51 043	63 412	227 339	197 637	190 787	191 043	6 850

(1) Suppression en LFI 2024

(2) Modification de mission de rattachement en LFI 2024

(3) Modification de libellé en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumulé
	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	9 283	42 027	41 267	41 267	760
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	163	608	550	550	58
Impôt sur les sociétés (C)	11 499	27 837	27 313	27 313	524
Impôt sur les sociétés	11 315	27 232	26 881	26 881	351
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	183	452	431	431	20
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	153	0	0	153
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 203	7 037	8 676	8 676	-1 639
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	53	499	734	734	-234
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-416	588	1 261	1 261	-674
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	70	70	-70
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	1	1	-1
Impôt sur la fortune immobilière	29	261	175	175	86
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	2	3	3	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	142	147	218	218	-70
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	8	10	10	-2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	9	7	7	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	23	58	49	49	9
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	7	3	3	4
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	1 076	3 927	3 760	3 760	167
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	421	430	386	386	44
Taxe d'habitation sur les résidences principales	10	46	355	355	-309
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ⁽²⁾	758	846	1 485	1 485	-639
Cotisation foncière des entreprises ⁽²⁾	0	0	1	1	-1
Recettes diverses	100	209	158	158	51
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques (E)	1 615	7 205	7 266	7 319	-61
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	38 728	78 014	75 159	74 983	2 855
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	5 183	15 226	14 647	14 647	578
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	44	165	180	180	-15
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	32	99	82	82	17
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	6	28	44	44	-16
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	396	1 555	1 451	1 451	104
Mutations à titre gratuit par décès	1 765	5 931	5 986	5 986	-56



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	unité : million d'€.	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Contribution de sécurité immobilière		64	274	329	329	-55
Autres conventions et actes civils		52	209	170	170	39
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		60	244	249	249	-5
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		37	226	220	220	6
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		20	104	74	74	30
Timbre unique		14	116	140	140	-24
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules		68	379	314	314	65
Droits d'importation		0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité		9	19	0	0	19
Autres taxes intérieures		1 688	2 194	1 415	1 415	779
Autres droits et recettes accessoires		0	2	2	2	0
Amendes et confiscations		4	18	18	18	-1
Taxe générale sur les activités polluantes		59	74	458	458	-384
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		2	26	38	38	-12
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		2	166	163	163	2
Autres droits et recettes à différents titres		0	50	0	0	50
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		8	20	20	20	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité		14	14	17	17	-3
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	558	560	560	-2
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		2	15	22	22	-8
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		248	958	902	902	56
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		124	365	364	364	0
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		58	159	156	156	3
Prélèvement sur les paris sportifs		149	375	356	356	19
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		18	51	50	50	1
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		128	416	490	490	-75
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0	0
Autres taxes		113	419	374	374	46
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		68 673	177 953	174 878	174 755	3 075
TOTAL GENERAL (net)		50 734	120 531	122 006	121 883	-1 475

(1) Création en LFI 2024

(2) Modification en LFI 2024



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumulé
	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 132	1 984	906	906	1 078
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	6	6	0	0	6
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 120	1 129	903	903	226
Autres dividendes et recettes assimilées	6	850	3	3	847
Produits du domaine de l'Etat (B)	145	611	632	632	-21
Revenus du domaine public non militaire	86	258	243	243	15
Autres revenus du domaine public	0	1	1	1	0
Revenus du domaine privé	56	212	288	288	-76
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	2	139	99	99	40
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	145	539	794	794	-255
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	52	152	172	172	-20
Autres frais d'assiette et de recouvrement	91	381	447	447	-66
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	3	3	3	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	1	2	171	171	-169
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	74	310	176	176	134
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	3	114	67	67	48
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	6	5	5	0
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	7	3	3	4
Intérêts des autres prêts et avances	31	115	35	35	80
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	36	52	40	40	12
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	10	25	25	-15



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumulé	
	unité : million d'€.	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)		173	790	752	752	38
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers		0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence		92	189	135	135	55
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes		2	68	163	163	-95
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat		1	3	6	6	-3
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires		77	479	398	398	81
Frais de poursuite		0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance		1	3	3	3	0
Intérêts moratoires		0	0	0	0	0
Pénalités		0	2	2	2	1
Divers (F)		813	1 334	1 426	1 426	-92
Reversements de Natixis		0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur		341	341	533	533	-192
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations		0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat		4	62	211	211	-148
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires		50	115	89	89	26
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion		1	5	6	6	-1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques		0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne		0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne		0	0	0	0	0
Frais d'inscription		1	3	3	3	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives		1	3	3	3	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires		0	3	3	3	0
Récupération d'indus		21	48	25	25	23
Recouvrements après admission en non-valeur		9	46	46	46	-1
Divers versements de l'Union européenne		0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits		3	24	19	19	5
Intérêts divers (hors immobilisations financières)		6	21	14	14	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger		0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)		0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées		0	0	0	0	0
Recettes accidentelles		56	196	197	197	-1
Produits divers		-2	4	20	20	-16
Autres produits divers		323	464	258	258	206
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)		2 481	5 568	4 685	4 685	883



	Mois		Cumul à fin mai		Ecart cumul
	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 244	-15 556	-15 019	-15 024	-537
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 023	-10 061	-10 024	-10 027	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-4	-4	4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-586	-2 473	-2 099	-2 099	-374
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-6	-7	-37	-37	30
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-3	-4	3
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes) ⁽²⁾	-238	-1 185	-1 200	-1 200	15
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-19	-27	-23	-23	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-45	-45	-45	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	1	-27	-27	28
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-27	-26	-26	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française ⁽²⁾	-8	-38	-38	-38	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	0	29	29	-29
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-343	-1 693	-1 518	-1 518	-175
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin mai		Ecart cumul	
	Mai	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024 / 2023 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022	0	1	0	0	1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽²⁾	0	0	-5	-5	5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 582	-8 560	-10 457	-10 457	1 896
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 826	-24 117	-25 476	-25 481	1 359
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 916	3 089	1 843	1 843	1 246
Fonds de concours - coopération internationale	46	389	361	361	28
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	1 962	3 478	2 205	2 205	1 274

⁽¹⁾ Création en LFI 2024

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2024

⁽³⁾ Suppression en LFI 2024



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Mai 2024**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de mai		Cumul à fin mai									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2024 / 2023 retraité	
			2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté	2024	2023 retraité	2023 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	10 919	5 688	28 685	38 251	38 251	28 724	38 417	38 417	40	166	166	-126	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	243	160	87	87	838	776	776	679	689	689	-11	
Développement agricole et rural	0	103	8	14	14	116	118	118	107	104	104	3	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	14	62	90	109	109	157	156	156	67	47	47	20	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	18	39	111	134	134	153	271	271	41	137	137	-95	
Participations financières de l'Etat	121	33	719	11 808	11 808	269	10 891	10 891	-450	-917	-917	467	
Pensions	10 743	5 208	27 596	26 099	26 099	27 192	26 205	26 205	-404	106	106	-510	
Comptes de concours financiers	10 522	7 305	55 877	52 209	52 209	34 371	31 825	31 825	-21 506	-20 384	-20 384	-1 122	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	0	0	1 668	1 590	1 590	4	35	35	-1 664	-1 555	-1 555	-109	
Avances aux collectivités territoriales	10 508	7 270	52 280	48 793	48 793	33 298	30 800	30 800	-18 982	-17 992	-17 992	-989	
Prêts à des Etats étrangers	11	16	398	460	460	200	85	85	-198	-374	-374	176	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	7	82	197	197	39	212	212	-42	15	15	-58	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	12	1 450	1 170	1 170	829	692	692	-621	-478	-478	-143	
Comptes de commerce	22 363	21 910	31 227	30 095	30 095	31 378	30 840	30 840	151	744	744	-594	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	41	11	362	433	433	681	463	463	319	30	30	289	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	15	87	79	79	80	74	74	-7	-5	-5	-2	
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	584	566	566	584	566	566	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	36	32	308	232	232	387	270	270	79	38	38	41	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	21 758	21 838	29 087	27 688	27 688	29 092	28 052	28 052	5	364	364	-359	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	3	1	0	0	3	0	0	2	0	0	2	
Opérations commerciales des domaines	3	8	31	29	29	38	42	42	7	13	13	-5	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	1	13	13	13	10	12	12	-3	0	0	-3	
Soutien financier au commerce extérieur	508	0	755	1 055	1 055	503	1 361	1 361	-252	305	305	-557	
Comptes d'opérations monétaires	46	29	381	67	67	154	770	770	-227	703	703	-930	
Emission des monnaies métalliques	1	28	53	53	53	54	61	61	1	8	8	-7	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	46	0	324	7	7	98	707	707	-225	700	700	-925	
Pertes et bénéfices de change	0	0	5	7	7	1	2	2	-3	-5	-5	2	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	43 850	34 931	116 170	120 623	120 623	94 627	101 852	101 852	-21 543	-18 771	-18 771	-2 772	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	43 804	34 931	115 846	120 616	120 616	94 528	101 144	101 144	-21 318	-19 471	-19 471	-1 847	



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2024
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	456	-87	369
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	5 915	289	6 204
	Total organismes à caractère financier		6 381	201	6 583
	CEPL	Régions	1 768	-95	1 673
		Départements	8 968	-3 079	5 889
		Communes	31 023	-4 778	26 245
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 394	-1 842	17 552
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 241	-246	1 995
		Autres	9 692	-415	9 277
	Total CEPL		73 086	-10 455	62 632
	Etablissements publics de santé		8 361	-630	7 731
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	20 972	200	21 172
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	19 764	661	20 425
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 318	1 096	6 415
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 514	-213	2 301
	Total établissements publics nationaux		48 568	1 744	50 312
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 564	-391	7 173
	Union européenne		3 650	-1 960	1 691
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 064	45	6 109	
	GIP	2 103	222	2 325	
	EPLÉ	2 773	784	3 558	
	Autres correspondants	3 321	-256	3 064	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	131	-131	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 392	664	15 056	
Total Dépôts de fonds du Trésor		162 003	-10 825	151 177	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 420	679	3 100	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	110	828	939	
	Intérêts courus sur comptes à terme	33	-33	0	
	Total Comptes à terme	2 563	1 475	4 038	
Total Passif (A)		164 566	-9 350	155 216	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		164 566	-9 350	155 215	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2023	Flux nets de l'année	Solde à fin mai 2024
Titres négociables (A)	2 429 984	109 578	2 539 562
Titres négociables à moyen et long terme	2 260 767	89 397	2 350 164
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 260 767	89 397	2 350 164
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 989 405	53 905	2 043 310
- <i>taux variable</i>	271 362	35 492	306 854
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	169 217	20 181	189 398
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	169 217	20 181	189 398
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	31 366	-2 664	28 702
TOTAL (A+B+C)	2 461 351	106 913	2 568 264



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2023 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2023 retraité » correspondent aux données « 2023 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.